

Grèce : François Hollande et sa fausse légende

 latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-francois-hollande-et-sa-fausse-legende-608394.html

Derrière le bruit médiatique qui s'est concentré depuis la sortie du livre de « confidences » du président de la République sur les « gaffes » de l'hôte de l'Élysée et ses « erreurs de communication », [il convient de ne pas oublier que l'essentiel de l'ouvrage vise bien à construire l'image d'un président en action, dans toute la splendeur et l'étendue de son pouvoir](#). Nulle part cet effort n'est si visible que dans les pages consacrées à la politique étrangère, et en particulier à la troisième crise grecque du premier semestre 2015.

Sauveur de la Grèce, le storytelling de l'Élysée

Intitulé « le facilitateur », ce chapitre de 14 pages* dresse le portrait en pied d'un François Hollande arbitre de l'Europe, capable de retenir la furie destructrice d'Alexis Tsipras, le premier ministre hellénique, et de Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances. Le chef de l'État français aime se présenter comme « protecteur » du chef du gouvernement grec. Les deux journalistes auteurs de l'ouvrage soulignent ainsi sa « mansuétude » envers Alexis Tsipras (qu'ils comparent avec celles, coupable à leurs yeux, qu'il a adopté envers Christiane Taubira et Emmanuel Macron), de son « acharnement » à maintenir la Grèce dans la zone euro. On le voit batailler avec Angela Merkel pour que « *tout faire pour maintenir la Grèce* » dans l'union monétaire.

Ce discours, soutenu tant par les auteurs que par le président, n'est pas étonnant. Il est la « version officielle » française des événements depuis que, au petit matin du 13 juillet 2015, Alexis Tsipras a signé une capitulation complète devant ses créanciers, faisant replonger le pays dans la crise et dans l'assujettissement le plus complet. Selon le Château, qui en vend la version à qui veut bien l'entendre, c'est la France qui a stoppé l'Allemagne dans sa volonté de chasser les Grecs de la zone euro.

Les deux auteurs rendent donc l'image d'un président gonflé d'orgueil d'avoir l'impression, sur ce dossier grec, de « faire l'histoire ». Du reste, eux-mêmes, présents dans les bureaux dorés de l'Élysée, avouent cette « *impression légèrement grisante d'observer l'histoire en marche* ». Jamais la connivence entre le monarque et ses secrétaires « embusqués » n'est aussi forte que sur ce dossier. Jamais l'admiration du chef de l'État n'y est aussi palpable. Mais si l'on y regarde de plus près, ce portrait élogieux du « sauveur des Grecs » apparaît fort contestable.

Mépris et réalisme

Premier élément. Si François Hollande est très soucieux « *d'avoir la position la plus proche des Allemands* », il montre un mépris ouvert et constant envers « l'ami grec ». « *François Hollande, semble s'adresser à un petit frère un peu trop dissipé* », notent les auteurs. Plus loin, ils soulignent que le président français « *assume parfaitement ce rôle de grand frère* ». Mais les deux journalistes évoquent aussi l'attitude de « *proviseur compréhensif* » de l'élève Tsipras. Elève de quelle leçon ? Mais celle du « *réalisme* », bien sûr. Le réalisme consiste pour l'Élysée à faire de la politique en ne changeant absolument rien. Rester donc à tout prix dans la zone euro, quel qu'en soit le prix, mais tenter de présenter un storytelling qui « *sauve la face* ». « *Tsipras entend sauver à la fois son pays... et les apparences* », expliquent les auteurs en décryptant le discours présidentiel.

Clichés désolants

Mais ce qui frappe par-dessus tout, c'est l'incompréhension complète de la situation grecque. François Hollande ne semble pas saisir l'enjeu du succès de Syriza, qui s'appuie sur la défaite absolue de la stratégie menée par les Européens depuis 2010 en Grèce, sur la protection de l'oligarchie pendant l'austérité, sur le désastre social qu'il a causé et sur le sentiment d'humiliation des actes de la Troïka. Pas un mot de tout cela dans la bouche d'un président qui, en 2012, tout fraîchement élu, avait appelé les Hellènes à voter contre Syriza, donc pour le parti conservateur Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras. Pire même, le président français ne peut saisir que, si la Grèce a sa part de responsabilité, les déséquilibres de la zone euro ont conduit au désastre et que, de ce fait, tout le monde a sa part de responsabilité. Et doit donc prendre sa part de fardeau.

François Hollande refuse d'entendre la réalité grecque, jamais il n'évoque l'idée d'un assouplissement des exigences ou un plan « actif » de reconstruction économique du pays. Il impose à la malheureuse Hellade sa propre réalité, faite de clichés désolants de Grecs rétifs aux impôts, au travail non déclaré et aux retraites à 50 ans et d'une dette immense (dont il oublie de préciser qu'elle vient principalement désormais des crédits accordés par les Européens). Dès lors, la situation est simple : Alexis Tsipras doit accepter les « réformes » et les demandes de ses créanciers pour sauver sa place dans la zone euro. La faute est grecque, la Grèce doit payer. Tout en « sauvant les apparences ». Avec de tels amis, la Grèce n'a guère besoin d'ennemis.

Accepter l'alternative allemande

Les faits l'ont confirmé. François Hollande a accepté « par réalisme » de discuter des conditions d'une expulsion de la Grèce de la zone euro avec Wolfgang Schäuble. Dès lors, il en acceptait la possibilité et participait à la stratégie allemande en acceptant un « plan B » fondé sur cette expulsion. Il est un peu piquant de voir par la suite l'hôte de l'Élysée s'émouvoir d'une éventuelle demande à la Russie d'impression de drachmes de la part de la Grèce, alors que lui-même travaille à chasser la Grèce de la zone euro. Il est de même assez étonnant de voir François Hollande et ses hagiographes expliquer « qu'à force de persuasion, la France va réussir à éviter le pire », puisque ce « pire » même est une option acceptée par la France. Si Paris avait refusé une expulsion qui, par ailleurs n'est nullement prévue dans les traités, si elle avait usé de son influence pour « changer de logique », ce « pire » n'eût pas été possible. En acceptant l'option de l'expulsion, la France tirait dans le pied des Grecs, puis se réjouissait qu'on ne leur eût pas tiré dans la tête.

La France passive

Le récit des deux auteurs est, du reste, assez étrange. A les lire, dans les jours qui ont suivi le référendum perdu par les créanciers, le 5 juillet 2015, c'est la France qui a aidé, grâce à une « mise sous tutelle française de l'administration grecque » et à sa « force de persuasion », Athènes à demeurer dans la zone euro. Rien n'est moins juste. Alexis Tsipras a paniqué après la victoire du « non » : il ne s'est pas vu assumer un dernier combat qu'il a jugé perdu d'avance. Il a alors espéré que l'appui français lui permettrait de faire une proposition « acceptable ». 10 fonctionnaires ont été envoyés à Athènes, mais la proposition « française » (une réplique à peine durcie de celle rejetée par les Grecs le 5 juillet) a été rejetée par l'Eurogroupe du 11 juillet ! Ce jour-là, Wolfgang Schäuble et ses alliés ont relevé les mises et imposé de nouveaux critères, notamment un « fonds de privatisation » de 50 milliards d'euros (chiffre absolument irréaliste) et une mise sous tutelle étroite des finances publiques grecques.

C'est cette « proposition » du 11 qui va être la base de discussions du 12 et qui sera, à peine aménagée, acceptée le 13 par Alexis Tsipras. François Hollande n'a contribué - s'il a vraiment agi - qu'à négocier quelques détails de cette proposition allemande « punitive ». La France a alors permis à Angela Merkel de « vendre » à son opinion publique le maintien de la Grèce dans la zone euro. Quant à la Grèce, elle a, grâce à son « ami français » pu repartir avec un troisième mémorandum qui a mis encore à genoux son économie défaillante et qui a mis son gouvernement sous une tutelle humiliante. Sans que le gouvernement grec ne parvienne, comme promis le 13 juillet 2015, à ouvrir de vraies négociations sur sa dette publique. Depuis, la France a continué à accepter la position extrêmement dure de l'Eurogroupe, sans vraiment la modifier. Un détail, sans doute, dont ne parlent pas les deux auteurs.

La France absente à l'Eurogroupe

Au reste, même l'attitude « bienveillante » de la France face à la Grèce durant les négociations est peu convaincante. En quoi François Hollande a-t-il joué le rôle de « facilitateur » ? Le chapitre débute sur une scène où le président français assure Alexis Tsipras du soutien de la France avant l'Eurogroupe du 9 mars 2015. A ce moment, la Grèce prépare un plan de réforme suite à l'accord du 20 février. L'accord doit être validé le 9 mars et la crise pourrait alors s'apaiser. « Il y a un Eurogroupe lundi et nous pourrions peut-être agir », explique alors François Hollande. Mais ce que les deux auteurs ne relèvent pas, c'est que, ce 9 mars, l'Eurogroupe va refuser tout plan grec et, cela, pendant deux mois. L'Eurogroupe réclame des baisses de pension. La France ne s'oppose pas à cette demande. Elle ne tente pas « d'agir », elle ne joue aucun rôle de facilitateur. A lire les deux

auteurs, la Grèce est alors restée immobile. « *Tsipras tarde à produire ses réformes* », explique François Hollande en avril qui tenterait de « *réfréner les ardeurs belliqueuses* » du Grec. Problème : de mars à mai, la Grèce multiplie les plans de réformes qui sont systématiquement rejetés par un Eurogroupe qui veut obtenir la baisse des pensions, signe final de la capitulation politique du gouvernement grec. Et la France soutient cette politique. Loin d'être « facilitateur », François Hollande a soutenu les objectifs politiques de l'Eurogroupe et a placé le gouvernement grec devant une alternative : sortir de l'euro ou capituler.

Miser sur les mauvais chevaux

Enfin, dernier point, de détail, celui-là. François Hollande donne deux conseils à Alexis Tsipras : s'appuyer sur l'OCDE et sur Jean-Claude Juncker. Le problème, c'est que c'était miser sur deux mauvais chevaux. La décision n'était pas à la Commission, qui a été entièrement mise sur la touche pendant les négociations, mais à l'Eurogroupe. En demandant à Alexis Tsipras de s'appuyer sur la Commission, François Hollande demande à Bruxelles de faire ce qu'il refuse de faire lui-même : apaiser l'Eurogroupe alors même que la France siège à cet Eurogroupe... Quant à l'OCDE, la Grèce s'est beaucoup appuyée effectivement sur cet organisme, notamment pour rejeter les demandes de l'Eurogroupe.

L'obsession de l'Allemagne

François Hollande fait donc mine d'oublier qu'il est acteur - passif, s'entend - du blocage entre la Grèce et ses créanciers. En réalité, il le sait et finit par le reconnaître : plus que son « amitié » pour la Grèce, le président français sauve « sa » relation avec l'Allemagne. « *Si les Allemands me lâchent, c'est fini* », avoue-t-il. C'est là le résumé de toute sa politique européenne. Un peu plus loin, il résume encore son rôle de « facilitateur » : il ne s'agissait pas de faire comprendre aux Allemands et aux Grecs leurs divergences et de les rapprocher. Il s'agissait de « faire comprendre aux Grecs » qu'il faut bien accepter les priorités définies par Berlin. François Hollande ne doit donc pas s'étonner que son rôle dans la crise grecque n'ait guère redoré blason. C'est que, malgré les tendances hagiographiques du livre, la France de François Hollande a été la malédiction de la Grèce plus encore que son « sauveur ».

* Gérard Davet & Fabrice Lhomme, "*Un président ne devrait pas dire ça*", Stock, pages 499-512.